

La France pays en guerre : les questions qui fâchent

LA VOIX DU NORD

PUBLIÉ LE 15/11/2015

PAR OLIVIER BERGER

Si depuis le cauchemar de vendredi, la France semble accepter l'idée d'être en guerre, non pas contre le terrorisme mais contre l'Etat islamique, mettons-nous tous les moyens sécuritaires et politiques pour parvenir à nos fins ?

1. Nous sommes en guerre

La rhétorique politique a diamétralement changé depuis vendredi soir. Le mot guerre, que nos gouvernants n'osaient plus prononcer, est dans toutes les bouches. Celle du président François Hollande, du Premier ministre Manuel Valls et de manière originale par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui a parlé d' « acte de guerre terroriste ».

2. Notre démocratie est-elle prête ?

La résilience est une clé essentielle dans la défense d'un pays. Sommes-nous prêts à supporter d'autres attaques probables en restant soudés, notamment vis-à-vis de la communauté musulmane ou supposée telle ? Comme il n'est pas sérieux de vivre en un perpétuel état d'urgence, est-il raisonnable dans une démocratie d'invoquer des internements pour tous les dangereux potentiels ?

3. Peut-on vaincre un mouvement terroriste ?

Le terrorisme, c'est faire régner la terreur à des fins politiques par des moyens asymétriques (une guerre du faible au fort, au sein des populations). Jamais aucune armée conventionnelle n'a réussi à vaincre frontalement une organisation terroriste (Algérie, Afghanistan...). Sachant que la différence entre un résistant et un terroriste est une question d'interprétation et de camp dans lequel on se place. Les mouvements terroristes sont appelés à s'épuiser (La Cagoule, OAS, Action directe en France) ou à se structurer pour devenir des partis politiques (FLN en Algérie, OLP en Palestine, Sinn Fein après l'IRA en Irlande).

4. Quelle est la stratégie nationale ?

On ne fait pas la guerre au terrorisme (comme Disait George W Bush) car il s'agit d'un concept, mais à un adversaire. Admettons que celui-ci soit l'Etat islamique ou Daech, que faut-il faire pour le vaincre ? Des bombardements aériens sur l'Irak et la Syrie ne peuvent suffire. Pierre Razoux, chargé de cours à Sciences Po, relève : « Le paradoxe, c'est que la crise pourrait être résolue rapidement si tout le monde avait le même intérêt pour agir et éradiquer Daech. »

5. La coalition internationale va-t-elle battre Daech ?

Avec ou sans Bachar el-Assad ? L'Iran ? Les Kurdes ? La complexité géopolitique du théâtre irako-syrien bloque les négociations de Genève ou d'ailleurs. Car « se poseraient la question d'un territoire kurde, la fin de l'Irak et de la Syrie comme Etats unitaires. Tout cela pourrait se propager à la Jordanie, aux monarchies du Golfe et au Liban. On comprend les inquiétudes des pouvoirs en place », prévient Pierre Razoux

6. La France peut-elle faire plus dans la lutte antiterroriste ?

Que ce soit sur le plan des forces du ministère de l'Intérieur ou de celui de la Défense, on peut craindre que les moyens soient déjà au maximum de leurs possibilités. L'essentiel des ressources de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) se porte sur cet insondable sujet. Les CRS, sous tension d'effectifs, grondent. Les autres, gendarmes et soldats, ne peuvent rien dire mais pensent de même. Nos forces de sécurité doivent se remettre aussi en question. Comme il est impossible de surveiller tout le monde, l'approche probabiliste suffit-elle au contexte ?

Qui dit guerre, dit « effort de guerre », nous dit le général Vincent Desportes, auteur d'un cri d'alarme dans son livre La Dernière Bataille de France. Pour 2015, le budget de l'Etat est de 368 milliards d'euros, 230 hors dettes, pensions et concours aux collectivités territoriales. La Défense en capte 31,4, l'Intérieur 18,2 et la Justice 8. Est-ce adapté à un nouveau contexte... de guerre ?

7. Faut-il mettre plus de soldats dans nos rues ?

Après l'attaque de Charlie-Hebdo, le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers ne cachait pas son inquiétude. L'opération Sentinelle (le versant militaire de Vigipirate) s'était déclenchée, comme cette fois, avec le renfort immédiat de 1 500 hommes, puis de 3 000 en trois jours sur Paris. Le contrat opérationnel, réactualisé dans la Loi de programmation militaire du 28 juillet 2015, est très clair : 7 000 hommes sur la durée, jusqu'à 10 000 pendant un mois (nous y sommes). Cette opération intérieure est surtout dissuasive. Suffisante ?

8. L'armée française doit-elle intervenir au sol en Syrie ?

Sans parler du chaos géopolitique (question 5) et des coup à prendre, elle n'en a pas les moyens. La France compte déjà 3 500 militaires dans la bande sahélo-saharienne, plus de 700 pour l'opération aérienne en Irak et Syrie, 900 au Liban pour la mission des Nations-Unies, sans oublier les 900 en Centrafrique. Pour parler trivialement, l'armée française est

aux taquets. Depuis Charlie-Hebdo, les terriens ont décroché une embauche de 11 000 hommes sur deux ans pour pouvoir faire face à l'opération Sentinelle. Mais on continue de diminuer les effectifs totaux et on rogne sur la préparation des opérations extérieures pour assumer la mission.

Le général Denis Mercier, désormais commandeur de la transformation de l'OTAN, évoque depuis un an une armée de l'air « *quasiment au maximum de ses possibilités* ». De nombreux anciens militaires contestent l'appauvrissement budgétaire des armées françaises, en cours depuis la fin du service militaire en 1997. « *Nous ne sommes plus défendus* », clame le général Vincent Desportes : « *Nous sommes capables de produire des résultats tactiques, comme avec Serval au Mali mais nous ne parvenons plus à obtenir des résultats politiques et stratégiques.* » Or ce besoin redevient urgent.